

## **MOTION DES PROFESSEURS DE PHILOSOPHIE ACADÉMIE DE LIMOGES**

Motion qui a recueilli 29 signatures, soit **100 % des exprimés** : M.- N. Agniau-Bourdela, V. Aluze, R. Basque, C. Blais, B. Bobée, S. Boudraa, C. Boutinaud, E. Cagnon, S. Dalmon, O. Delannette, J. Gilbert, C. Godebout, C. Hartman, M.-S. Lebouc, G. Marvier, J. Maurange, P. Merlier, L. Paillard, P. Pauliat, M. Peicle, M. Petit, E. Piry, F. Renaudie, P. Rodner, V. Roussel, N. Rubel, M. Salamon, J. Théate, J.-G. You.

Nous, professeurs de philosophie de l'académie de Limoges, dénonçons les conséquences des réformes du lycée et du baccalauréat sur l'enseignement de la philosophie.

Nous constatons la contradiction entre le discours ministériel valorisant la philosophie dans la formation au service des lycéens et la réalité de la réforme conduisant à la marginaliser :

- L'épreuve de philosophie aura lieu un mois et demi après que les élèves auront déjà validé 82 % de leurs notes. Le calendrier du nouveau bac éparpillera donc les épreuves et posera des problèmes d'assiduité.

- Un coefficient ne représentant plus que 8 % de leurs résultats récompense bien mal l'investissement demandé aux élèves tout au long de l'année.

- La disparition des séries et l'organisation des enseignements autour d'un tronc commun, quoi qu'on en pense par ailleurs, aura mécaniquement pour effet une dégradation des conditions d'études avec : 1. la surcharge des classes (35 élèves devenant la norme) ; 2. la trop grande hétérogénéité des profils mais aussi des parcours dans une même classe (puisque certains élèves auront bénéficié d'une spécialisation avant... l'initiation).

- La réussite des élèves dans leurs études supérieures est menacée par la réduction des choix de spécialités proposées en Terminale (passant de 3 en Première à 2 en Terminale). Ce processus affecte la philosophie au même titre que les autres disciplines.

- Enfin, malgré les promesses de décloisonnement, la présence de la philosophie dans la seule spécialité « Humanités, Littérature et Philosophie » revient à la réduire à une discipline uniquement littéraire, ce qu'elle n'est pas. En témoigne sa présence dans de nombreux concours post-bac : écoles d'ingénieurs, écoles de commerce, PACES...

- Ajoutons que la mise en concurrence universelle entre les disciplines instaurées par ces réformes risque de nuire considérablement à la sérénité des enseignements, dont celui de la philosophie.

Pour la défense de la philosophie et des conditions de son enseignement, ainsi que d'une vision républicaine de l'éducation nationale, nous demandons :

- des créations de postes aux concours (internes et externes) à hauteur des besoins.

- le dédoublement systématique des classes de série technologique.

- le maintien du baccalauréat national, premier grade universitaire ouvrant de droit à toutes et tous l'accès aux filières et aux universités de leur choix.

Pour toutes ces raisons, nous demandons l'ajournement de l'application de la réforme et l'élaboration d'un nouveau projet après concertation réelle avec l'ensemble des enseignants.

18 signataires, soit **62 % des exprimés** : V. Aluze, R. Basque, C. Blais, B. Bobée, C. Boutinaud, E. Cagnon, S. Dalmon, O. Delannette, J. Gilbert, M.-S. Lebouc, G. Marvier, J. Maurange, P. Merlier, L. Paillard, M. Peicle, V. Roussel, N. Rubel, J.-G. You, ont souhaité ajouter :

Nous contestons vivement l'orientation néolibérale de la politique gouvernementale, en particulier en matière d'éducation et de culture.

Fait à Limoges, le 10 juillet 2018